N° 11-626-X au catalogue — N° 017
ISSN 1927-5048
ISBN 978-1-100-99762-9

Document analytique

Aperçus économiques

La contribution des sociétés financières au revenu agrégé des sociétés

par Guy Gellatly, Matthew Hoffarth et Luke Rispoli
Division de l'analyse économique et
Division des comptes des revenus et des dépenses

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 11-626-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2012

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

La contribution des sociétés financières au revenu agrégé des sociétés

par Guy Gellatly, Matthew Hoffarth et Luke Rispoli

Cet article de la série *Aperçus économiques* présente de nouvelles données sur le revenu des sociétés financières tirées du Système de comptabilité nationale du Canada révisé (SCNC12). Il fait partie d'une série d'articles des *Aperçus économiques* visant à mettre en lumière les principaux aspects des nouvelles données des comptes nationaux et leur utilité dans les analyses de l'économie canadienne. Plusieurs de ces articles jettent un éclairage sur les changements apportés à l'organisation des données des comptes nationaux ou attirent l'attention sur les améliorations des mesures.

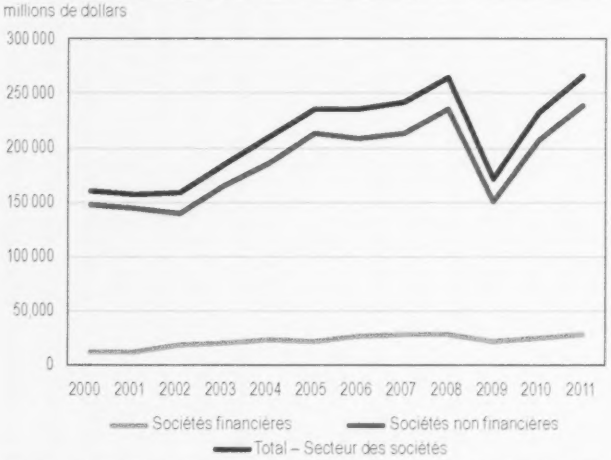
La récession mondiale de 2008-2009 a attiré l'attention sur le rôle joué par les sociétés financières lorsqu'il s'agissait de faciliter la circulation de capitaux entre les divers secteurs de l'économie mondiale. Par conséquent, cela a entraîné une demande de données pouvant être utilisées pour évaluer de façon plus complète le poids économique des sociétés financières et leur contribution relative, par la prestation de services d'intermédiation et d'autres services financiers, à la production et à la distribution de biens et services dans différents secteurs. Un des objectifs du Système de comptabilité nationale du Canada révisé (SCNC12) est de fournir des données qui rendent mieux compte du « rôle et de l'importance du secteur financier dans l'économie »[1]. Le SCNC12 comporte un nouveau compte sectoriel pleinement intégré sur les sociétés financières, qui facilite les analyses statistiques de ces sociétés.

Le présent article utilise les données du compte de ce nouveau secteur des sociétés financières pour faire ressortir la contribution de ces sociétés à diverses mesures du revenu des sociétés. Il examine les données agrégées principales sur le revenu des sociétés : excédent d'exploitation net, revenu de la propriété, revenu primaire des sociétés et revenu disponible. Chacun de ces agrégats présente une perspective différente sur le rôle que les sociétés financières jouent dans la production ou la distribution des flux de revenus agrégés.

Les sociétés financières dans le SCNC12

On procède, dans le SCNC12, à la classification d'un ensemble varié de sociétés qui offrent des services financiers à titre de sociétés financières, incluant les banques, les sociétés de fiducie, les coopératives de crédit, les sociétés de placements et de financement, les maisons de courtage et les sociétés de portefeuille.[2] Ces sociétés offrent des services productifs en canalisant les fonds des déposants vers les emprunteurs afin de supporter les activités d'investissement et de consommation des entreprises, des administrations publiques et des ménages. Elles

Graphique 1
Excédent d'exploitation net, sociétés financières et non financières, Canada, de 2000 à 2011



Source : Les données sont présentées en tant qu'estimations annuels; les données trimestrielles peuvent être consultées dans le tableau 380-0076 de la base CANSIM de Statistique Canada.

1 Pour document de référence, consultez Statistique Canada (2012).
2 La classification des secteurs des services financiers dans le SCNC12 correspond aux industries 52 et 55 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

y arrivent en fournissant une multitude de services à leurs clients, qui vont des services financiers traditionnels, destinés à faciliter les placements sécuritaires et l'accès au capital financier, aux services spécialisés de planification et d'investissement, qui ont pour but de rendre plus aisée l'accumulation de richesse.

Le SCNC12 rend compte de façon explicite des flux de revenu que les sociétés financières reçoivent des autres secteurs de l'économie et des flux de revenu qu'elles leur payent. Ces flux de revenu sont eux-mêmes diversifiés puisqu'ils comprennent les recettes et les paiements de revenu qui proviennent d'une vaste gamme d'opérations financières — des paiements de dividendes, qui sont reçus et payés par les entreprises de placements qui gèrent les régimes de retraite et les fonds communs de placement, aux recettes et paiements d'intérêt qui circulent dans les banques à charte, et aux primes et prestations reçus et payés par les sociétés d'assurance-vie.

Le SCNC12 divise le revenu des sociétés financières en trois catégories de base : (1) le revenu qui est associé à la valeur ajoutée que ces sociétés génèrent grâce à la provision de services productif; (2) le revenu qui est associé à la réaffectation de fonds des utilisateurs des actifs financiers et des biens corporels aux propriétaires de ces actifs et de ces biens, et (3) le revenu qui est reçu et payé sous la forme de transferts (impôts principalement) aux autres secteurs et par les autres secteurs.[3]

La première catégorie de revenu décrite plus haut est appelée dans les comptes du secteur des sociétés « excédent d'exploitation net ». Dans la perspective de la comptabilité nationale, l'excédent d'exploitation net contribue directement au produit intérieur brut (PIB) et représente la marge que ces sociétés reçoivent comme paiement pour la prestation de services d'intermédiation, de même que les frais explicites associés aux opérations financières.[4] Le revenu qui est associé à l'excédent d'exploitation net est un sous-ensemble du total du revenu reçu par les sociétés financières. Les sociétés financières reçoivent également, et payent, le revenu de la propriété fondé sur leur utilisation et leur possession de biens corporels et d'actifs financiers (catégorie 2 ci-haut). Le point central de ces derniers sont les revenus d'intérêt et de dividendes qui circulent dans et à l'extérieur des sociétés financières en provenance d'autres secteurs de l'économie.[5] Contrairement au revenu d'exploitation net, les flux de revenu de la propriété ne font pas partie du PIB mais sont inclus dans le compte du revenu primaire. Enfin, le SCNC12 offre aussi des renseignements détaillés sur les flux de revenu de transferts qui sont reçus et payés par les sociétés financières (catégorie 3 ci-haut), qui sont également exclus du PIB. Ce qui suit constitue une évaluation de la mesure dans laquelle ces données détaillées sur le revenu offrent différents aperçus sur la contribution faite par les sociétés financières aux revenus dans le secteur des sociétés.

Contribution des services financiers à la valeur ajoutée

Pour les sociétés financières, **l'excédent d'exploitation net** est le revenu net tiré des services d'intermédiation financière. Comme il a été mentionné plus haut, il peut être interprété comme la marge que les sociétés financières dégagent de la prestation de services financiers aux consommateurs finaux dans d'autres secteurs de l'économie : ménages, entreprises et administrations publiques. Il s'agit des revenus nets qui contribuent à la création de la valeur ajoutée dans le secteur financier. Par comparaison, l'excédent d'exploitation net des sociétés non financières est une mesure des marges associées avec leur activité productive, mesurée comme étant la différence entre les revenus d'exploitation et les dépenses d'exploitation.

Le tableau 1 présente la part de l'excédent d'exploitation net qui est représentée par les sociétés financières. C'est une première mesure de la taille relative du secteur financier, selon les marges associées à l'intermédiation financière et aux frais explicites liés aux transactions financières. Les estimations en dollars courants de l'excédent d'exploitation net des sociétés financières et non financières sont présentées au graphique 1.

De 2000 à 2011, les sociétés financières représentaient en moyenne environ 10 % de l'excédent d'exploitation net généré par le secteur des sociétés. Cette part de revenu affichait une certaine instabilité d'une année à l'autre, mais pas de tendance évidente. Pour mettre cela en contexte, mentionnons que l'excédent d'exploitation net généré par les sociétés financières représente entre 1 % et 2 % du produit intérieur brut (PIB) annuel. Par comparaison, l'excédent d'exploitation net généré par l'ensemble des sociétés représente, en définitive, environ 15 % du PIB total.

Les sociétés financières et la réaffectation du revenu de la propriété

Les données sur l'excédent d'exploitation saisissent, en définitive, seulement une petite partie des revenus nets que les sociétés financières reçoivent. Le nouveau compte sectoriel pour ces sociétés fait état des flux de revenus bruts et nets qu'elles reçoivent des ménages, des entreprises et des administrations publiques et de ceux qu'elles payent à ceux-ci, selon l'utilisation et la possession d'une propriété (biens matériels et actifs financiers). Ces flux de revenu de la propriété sont déclarés nets des marges associées à l'intermédiation financière, lesquelles, comme il a été mentionné plus haut, sont affectées directement à l'excédent d'exploitation net. Ainsi, les flux de revenu de la propriété ne sont pas inclus dans les estimations du PIB.

3 Ces catégories de revenu sont décrites en référence aux sociétés financières. Toutefois, il convient de noter qu'elles s'appliquent également aux sociétés non financières. Le SCNC12 fait état des flux bruts des revenus de la propriété et des revenus de transferts pour tous les secteurs institutionnels.

4 Le fait d'ajouter les dépenses de dépréciation à l'excédent d'exploitation net rend possible une estimation de l'excédent d'exploitation brut. L'excédent d'exploitation brut fait partie du PIB — pour les sociétés financières, il s'agit de la contribution que les intrants en capital apportent à la création de la valeur ajoutée dans le secteur financier. L'excédent d'exploitation net fait partie du compte courant et de capital des sociétés.

5 Une part de ces flux d'intérêts — qui reflètent les marges associées aux services financiers — est allouée à l'excédent d'exploitation net, alors que le reste des revenus d'intérêts sont classés comme des revenus de la propriété.

Tableau 1
Sociétés financières, part (en pourcentage) du total des sociétés, mesures du revenu choisies

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	pourcentage											
Excédent d'exploitation net	7,7	7,9	11,8	10,8	11,2	9,3	11,3	11,7	10,6	12,8	10,9	10,4
Revenu de la propriété – recettes	80,8	80,0	78,3	79,9	78,8	77,9	78,3	77,5	77,7	76,6	75,6	77,2
Intérêts	86,2	86,3	83,5	83,9	83,3	84,2	85,8	84,5	83,8	82,9	81,4	79,9
Dividendes	69,3	68,3	70,5	74,1	73,3	71,2	69,1	66,7	68,5	70,0	70,0	74,7
Revenu de la propriété – paiements	48,8	48,8	45,2	47,6	44,4	43,8	46,7	48,9	48,4	50,1	44,8	45,0
Intérêts	60,2	59,7	53,4	58,9	58,0	59,4	62,3	62,2	61,2	57,2	56,9	58,8
Dividendes	37,7	40,5	39,9	42,1	38,4	37,4	39,3	40,6	43,5	48,6	40,3	40,1
Revenus primaires des sociétés	22,5	21,3	30,2	21,6	26,0	24,7	27,2	24,4	21,8	28,2	30,5	28,6
Revenu disponible (épargne nette)	25,4	22,6	39,1	21,2	27,6	26,0	30,5	25,9	21,3	23,9	34,9	29,7

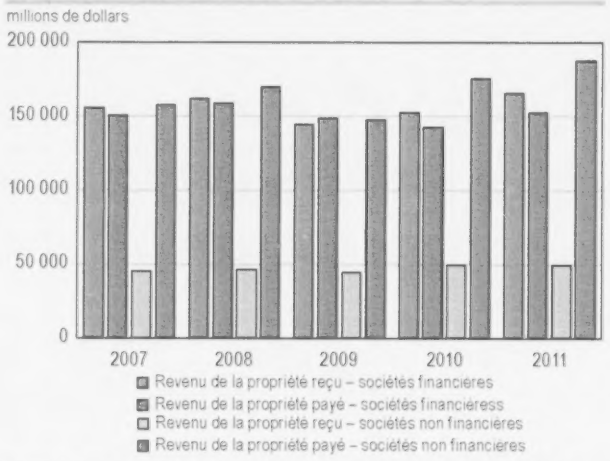
Source : Les parts sont fondées sur des données annuelles; les données trimestrielles peuvent être consultées dans le tableau 380-0076 de la base CANSIM de Statistique Canada.

L'ampleur des recettes brutes et des paiements bruts du revenu de la propriété qui circulent au sein des sociétés financières met en évidence le rôle spécialisé que ces sociétés jouent en ce qui a trait à la réaffectation des fonds dans l'ensemble de l'économie. En 2011, le revenu brut de la propriété que les sociétés financières ont reçu des autres secteurs s'est chiffré à 165 milliards de dollars, soit environ six fois les revenus nets associés aux frais explicites et à l'intermédiation financière (28 milliards de dollars). Les sociétés financières reçoivent la plus grande part des recettes d'intérêts et de dividendes des sociétés; de 2000 à 2011, les sociétés financières ont touché, en moyenne, 78 % de la valeur annuelle totale de ces recettes (tableau 1, graphique 2). Pendant cette période, leur part annuelle du revenu d'intérêts a oscillé entre 80 % et 86 % des revenus d'intérêt du total des sociétés et leur part du revenu de dividendes allait des deux tiers aux trois quarts des revenus de dividendes des sociétés.

Par ailleurs, les paiements d'intérêts et de dividendes que les sociétés financières versent aux entreprises, aux ménages et aux administrations publiques représentent une part moins élevé des paiements de revenu de la propriété faits par le secteur des sociétés. Les sociétés financières ont été à l'origine d'une proportion se situant entre 44 % et 50 % de ces paiements de revenu de la propriété à chacune des années étudiées : environ 60 % des paiements d'intérêts, en moyenne, et 40 % des paiements de dividendes.

Le SCNC révisé soustrait les paiements de revenu de la propriété des recettes pour obtenir une mesure du **revenu net de la propriété**, déclaré séparément pour les sociétés financières et non financières. Les paiements de revenu de la propriété que les sociétés financières versent sont comparables au revenu de la propriété qu'elles ont reçus, ce qui s'est traduit par des soldes nets comparativement plus petits[6]. En revanche, les paiements de revenu de la propriété que les sociétés non financières ont versés aux autres secteurs ont dépassé le revenu de la propriété qu'elles ont reçu, et ce, dans une large mesure (graphique 2), ce qui a mené à des soldes négatifs importants du revenu net de la propriété[7].

Graphique 2
Revenu de la propriété reçu et payé, sociétés financières et non financières, Canada, de 2007 à 2011



Source : Les données sont présentées en tant qu'estimations annuels; les données trimestrielles peuvent être consultées dans le tableau 380-0076 de la base CANSIM de Statistique Canada.

Cela vient souligner les différences de base entre les divers services productifs offerts par les sociétés financières et non financières, tels que mesurés par le SCN. Les sociétés financières offrent des services d'intermédiation qui facilitent les flux de capital dans les différents secteurs de l'économie, alors que les sociétés non financières utilisent ces flux de capital pour soutenir leurs investissements et leurs activités de production.

Ces données sur le revenu net de la propriété permettent de calculer les **revenus primaires des sociétés**. Les revenus primaires des sociétés correspondent à la somme de l'excédent d'exploitation net et du revenu net de la propriété. Cette mesure

6. Il importe de noter que, pour les sociétés financières, la composante des services associée avec l'intermédiation a été supprimée de ces recettes et de ces soldes du revenu de la propriété.
7. Les sociétés non financières ont la capacité de réunir leurs propres capitaux directement grâce à de nouvelles émissions d'obligations et de débentures, et par l'entremise de prêts accordés à des associés.

plus large du revenu fait augmenter la part relative des revenus des sociétés financières. En effet, lorsque cette mesure est utilisée, la part du revenu des sociétés que génèrent les sociétés financières est environ deux fois plus importante. Au cours des années 2000, les revenus primaires générés par les sociétés financières ont représenté entre 20 % et 30 % du revenu total des sociétés (tableau 1, graphique 3).

Cette part plus élevée du revenu des sociétés attribuables aux sociétés financières s'explique par les importants soldes négatifs du revenu net de la propriété qui sont apparents pour les sociétés non financières. Cela reflète les paiements élevés que font les sociétés non financières afin de financer leurs dépenses en capital, de même que les paiements de dividendes et d'intérêt que ces sociétés versent aux ménages. Par conséquent, la part des revenus primaires des sociétés représentée par les sociétés financières (corrigée en fonction du revenu net de la propriété) est beaucoup plus élevée que leur part de l'excédent d'exploitation net.

Parts du revenu après impôt et autres transferts

Le compte sectoriel révisé fournit aussi de nouvelles estimations du **revenu disponible** des sociétés, soit le revenu après transferts dans lequel les sociétés peuvent puiser pour financer leurs dépenses en capital. Ces estimations ajustent le revenu primaire des sociétés en soustrayant les transferts que les sociétés versent à d'autres secteurs, ce qui permet d'avoir une mesure du revenu disponible des sociétés qui est équivalente à l'épargne nette des sociétés[8]. Les impôts représentent environ 95 % de ces transferts vers l'extérieur.

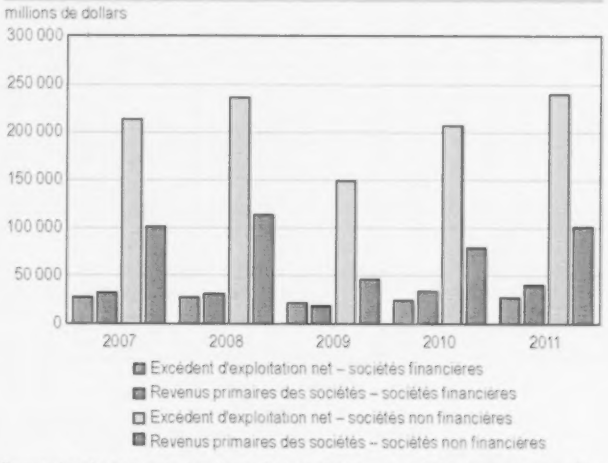
Des données récentes sur les trois mesures du revenu — excédent d'exploitation net, revenus primaires des sociétés et revenu disponible des sociétés — sont présentées au graphique 4.

Au cours des années 2000, les sociétés financières ont généré habituellement entre 20 % et 40 % du revenu disponible annuel des sociétés — ou, de façon équivalente, l'épargne nette des sociétés —, de grandes variations ayant été observées d'une année à l'autre. Pour la majorité des années à l'étude, ces parts de transferts de revenu nettes sont qualitativement semblables à celles obtenues lorsque le revenu primaire est utilisé (tableau 1).

Conclusion

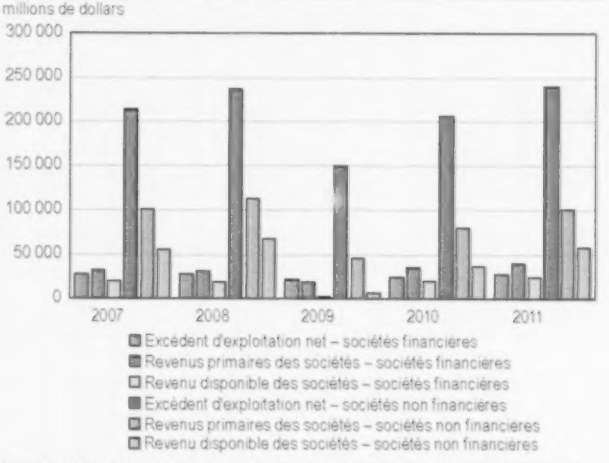
Le SCNC12 présente un nouveau compte sectoriel pour les sociétés financières. Il fait état des flux de revenus bruts et nets pour un ensemble séquentiel de mesures du revenu qui peut être utilisé pour quantifier l'importance relative des différentes sources de revenu. Lorsqu'elles sont combinées avec les données sur les sociétés non financières, les données sur les sociétés financières offrent de nouveaux aperçus sur la contribution que les sociétés financières font aux divers flux de revenus des sociétés. Cette analyse constituait une première évaluation de ces données.

Graphique 3
Excédent d'exploitation net et revenus primaires des sociétés, sociétés financières et non financières, Canada, de 2007 à 2011



Source : Les données sont présentées en tant qu'estimations annuels; les données trimestrielles peuvent être consultées dans le tableau 380-0076 de la base CANSIM de Statistique Canada.

Graphique 4
Diverses estimations du revenu, sociétés financières et non financières, Canada, de 2007 à 2011



Source: Les données sont présentées en tant qu'estimations annuels; les données trimestrielles peuvent être consultées dans le tableau 380-0076 de la base CANSIM de Statistique Canada.

8. C'est-à-dire l'équivalent pour le secteur des sociétés du taux d'épargne nette du secteur des ménages.

Ces données mettent en évidence le rôle spécialisé que les sociétés financières jouent dans la réaffectation des revenus dans l'ensemble de l'économie. Environ 80 % des recettes brutes du revenu de la propriété qui vont aux sociétés sous la forme de paiements d'intérêt et de dividendes sont reçus par les sociétés financières. Ces sociétés ont également versé un peu moins de la moitié des paiements totaux du revenu de la propriété faits par le secteur des sociétés. L'ampleur de ces flux met en évidence la composition diversifiée du secteur financier tel qu'il est mesuré dans le SCNC12, puisque ce secteur englobe les différents types de sociétés financières qui, toutes ensemble, offrent une vaste de gamme de services financiers — des sociétés de placements qui gèrent les fonds de retraite et les portefeuilles de fonds communs de placement, aux compagnies d'assurances et aux prêteurs traditionnels comme les banques et les coopératives de crédit.

Les données sur le revenu révèlent également que la contribution relative que les sociétés financières font aux revenus des sociétés dépend de la mesure du revenu utilisée. Les marges que les sociétés financières reçoivent des frais explicites et de la prestation de services financiers représentent environ 10 % de l'excédent d'exploitation net gagné dans le secteur des sociétés. Il s'agit de flux de revenus qui contribuent directement au PIB. La part de revenu des sociétés financières est considérablement plus élevée lorsque les flux nets du revenu de la propriété, qui ne sont pas inclus dans le PIB, sont utilisés pour créer une mesure plus large du revenu primaire des sociétés. Les sociétés financières représentent entre 20 % et 30 % du revenu primaire touché par les sociétés. Les ajustements faits pour tenir compte des transferts nets, en définitive, donnent lieu à des parts qualitativement semblables à celles obtenues lorsque le revenu primaire est utilisé.

Bibliographie

Statistique Canada. 2012. « Nouvelle présentation pour les comptes nationaux trimestriels ». Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens. Numéro au catalogue 13-605. Mai. Ottawa : Statistique Canada. http://www.statcan.gc.ca/pub/13-605-x/2012001/article/11671-fra.htm